

# L'Euro 2020 à Bruxelles pour doper le projet du stade

- L'UEFA désignera, vendredi à Genève, les 13 villes hôtes du championnat d'Europe de foot de 2020.
- Bruxelles figure parmi les 13 villes candidates.
- Sa désignation serait un encouragement pour les défenseurs du projet de construction d'un stade sur le parking C, en bordure du ring.
- Et pourrait achever de convaincre le Sporting d'Anderlecht de s'y installer.
- Le dossier est complexe : le terrain appartient à la Ville de Bruxelles, mais est situé en Flandre.

## RÉCIT

Il ne dira pas « I have a dream », mais presque : le stade, c'est son Graal à lui. Pas n'importe quel stade. Un nouveau stade, aux normes internationales, pouvant accueillir des compétitions internationales et, cerise sur le gâteau, un club résident. Et, tant qu'à faire, celui de son cœur : le Sporting d'Anderlecht. Ce vendredi, Alain Courtois saura si son ambition a des chances d'être rencontrée. À Genève, il fera partie de la délégation belge dépêchée pour le vote de désignation des 13 villes hôtes de l'Euro 2020. Bruxelles fait partie des 19 candidats. Pour le président de l'Euro Brussels 2020, le groupe chargé du projet de candidature, le choix de l'UEFA peut signifier la fin de longues années d'atermoiement et une page qui se tourne définitivement ; celle, dramatique, du drame du Heysel.

**Mai 2013 : les ac-**

## cords d'Ostende

Depuis une dizaine d'années le dossier du stade réapparaît à intervalles réguliers. Au mieux à la suite d'études ou d'accords intra-bruxellois, au pire en guise de ballons d'essais par des parties intéressées à la cause (politique, dirigeants sportifs...). Pas un coin du plan de Bruxelles ou presque où on ne le situe : à Schaerbeek-Formation, au Marché matinal, à la Petite-Île, le long du canal à Anderlecht ou sur le site de l'Otan, quand il n'a pas été question de le reconstruire sur le plateau du Heysel, là où il résiste encore et toujours à l'usure du temps et à l'appétit des promoteurs.

Le 7 mai 2013, l'arrivée de Rudi Vervoort (PS) à la tête du gouvernement bruxellois marque un tournant dans ce dossier : il coïncide avec le retour de l'idée du Parking C, précédemment soufflée par le ministre bruxellois Guy Vanhengel (VLD), mais balayée parce que le terrain est en bordure de la commune de Grimbergen, en territoire flamand, bien qu'appartenant à la Ville de Bruxelles.

Pourquoi ce retour en grâce ? D'abord, le nouveau ministre-président a besoin d'exister. On est à un an des nouvelles élections et l'Everois, homme discret du PS bruxellois, doit se construire une notoriété. Donner un coup d'accélérateur dans ce dossier, c'est non seulement porteur médiatiquement - on est en pleine diablomania - mais cela lui permet surtout d'en débloquent d'autres. La plus grande richesse de Bruxelles, c'est son territoire. Or bâtir le stade à Schaerbeek-Formation, longtemps le choix de son prédécesseur et de la Ville de Bruxelles, c'est empêcher le déploiement d'une plateforme logistique en bordure de canal et l'arrivée du Marché matinal. En libérant le canal de ces activités, on accélère son urbanisation.

Les intérêts de la Région rencontrent, ici, ceux de la Ville, en tout cas ceux des socialistes : ils ont une idée vague du lieu où pourrait se trouver le stade, mais une idée précise de celui dont il

faut le débarrasser. Sur le plateau du Heysel, à la place d'un stade qui coûte (quelque 3 millions d'euros par an) plus qu'il ne rapporte, le PS de la Ville rêve de construire du logement : il cadre mieux avec le projet Neo de redéploiement du plateau du Heysel et se révèle fiscalement intéressant. Très vite après l'intronisation de Vervoort, des réunions ont eu lieu à son cabinet avec le bourgmestre d'alors, Freddy Thielemans (PS), et les échevins Philippe Close et Alain Courtois. En parallèle, Guy Vanhengel noue des contacts avec la Région flamande. Parce que là réside la crainte : que la Région flamande ne souhaite pas collaborer. À cet égard, le projet peut servir de test et, souffle un artisan du dossier, « son aboutissement être le signe que tout espoir d'avoir un projet commun entre la Région flamande, la Région bruxelloise et le fédéral n'est pas perdu ». Si des contacts informels ont été pris par Guy Vanhengel, c'est la veille du séminaire d'Ostende, le vendredi 24 mai, qu'un petit-déjeuner, place des Martyrs (siège du gouvernement flamand), réunit pour la première fois Kris Peeters (CD&V) et Rudi Vervoort. Entre deux croissants, le ministre-président bruxellois annonce à son homologue flamand son intention de soumettre le point stade au gouvernement le week-end.

## « Arrangement entre Everois »

Dans ce dossier, le CDH et Ecolo, partenaires au sein du gouvernement bruxellois, sont mis devant le fait accompli, quelques jours avant les accords d'Ostende. Un initié raconte : « C'était clairement un arrangement entre Everois (NDLR : Vervoort et Vanhengel sont dans la majorité à Evere). Mais cette décision avait le mérite de faire bouger les choses, ce qui tranchait avec la façon dont Picqué avait laissé pourrir certains dossiers. Ce qui nous a surpris, c'est la manière dont les médias ont surdimensionné cette décision ».

Les ministres Doukeridis (Ecolo), Huytebroeck (Ecolo) et Fremault (CDH), s'ils ne montrent pas un enthousiasme délirant, sont cependant convaincus par un argument « massue » : le stade se fera exclusivement sur fonds privés. A quelques mois de la Coupe du monde pour laquelle les Diables semblent en passe d'obtenir leur qualification et à moins d'un an du triple scrutin électoral, les partenaires du PS au gouvernement régional laissent prudemment à leurs élus de la Ville de Bruxelles le soin de contester l'opportunité du projet dans l'intimité du conseil communal.

Un rôle qu'ils tiennent bientôt aussi au Parlement bruxellois lors d'une plénière houleuse, le 14 juin. « *Qui va nous dire qu'il ne veut pas ?* », lance Rudi Vervoort à la tribune, laissant perplexe une partie de l'assemblée. Très remonté, l'ex-ministre des Sports de la Communauté française, André Antoine (CDH), parle, de son côté, d'une « *mise en bière* » – une allusion au fait que le stade serait construit à Grimbergen – et estime que Bruxelles offre à la Flandre « *un deuxième Zaventem* ».

Une fois la décision prise par la Région bruxelloise, les réunions se succèdent au cabinet du ministre Vervoort. Elles sont menées par son chef de cabinet Yves Goldstein. Deux fois par mois, le lundi à 8 heures, les mêmes hommes poussent la porte de la rue Ducale : Steven Martens (Union belge), Constant Vanden Stock et Philippe Collin (Sporting d'Anderlecht) et Alain Courtois.

## « Ne dites pas à Bart que je suis au foot »

Le 11 septembre 2013, la déclaration d'intention co-signée par le gouvernement bruxellois, le gouvernement flamand, le gouvernement fédéral et l'Union belge de foot, est envoyée à l'UEFA – la candidature suivra le 24 avril 2014. Des réunions de trois types vont alors se poursuivre, toujours au cabinet Vervoort : bilatérales (avec le gouvernement flamand), trilatérales (avec le gouvernement flamand et la Ville) et quadrilatérales (avec les mêmes plus le fédéral). Pour Kris Peeters, favorable au projet, il importe de lier le projet à la question de la mobilité autour du stade – il souhaite qu'un accord intervienne avec Bruxelles pour un élargissement du ring voulu

par la Flandre. Du côté de Grimbergen, certains bandent leurs muscles, comme Philip Roosen, président de la section N-VA locale, estimant que Grimbergen étant une commune flamande, tout (affichage, police...) se fera obligatoire en flamand hors du stade. Faut-il craindre du coup un revirement du côté de la Région flamande avec la nouvelle majorité emmenée par Geert Bourgeois ? « *Vous savez, il y a une part de show dans l'attitude de la N-VA, sourit un membre de l'Union belge. Ils ne montrent pas d'attachement pour l'équipe nationale, mais beaucoup demandent des places de foot pour voir jouer la Belgique... mais pas en place officielle !* ».

Le 2 décembre, dans la salle des mariages de l'Hôtel de Ville, sous l'air de « un pour tous, tous pour un », Freddy Thielemans, Steven Martens, Alain Courtois, Roger Vanden Stock et Wilfried Meert (Van Damme) annoncent qu'un accord est intervenu sur le stade. Il sera sur le parking C, doit compter 63.000 places et ne devrait comporter ni piste d'athlétisme, ni toit rétractable. Cette annonce intervient dans la foulée de l'étude du bureau Deloitte selon laquelle le modèle proposé est celui qui offre le meilleur rendement (entre 3,9 % et 5,9 %) pour un investissement estimé à 314,4 millions d'euros. Pour la première fois, Vanden Stock est « *sur la photo* ».

Les flashes éteints, tout le monde ne fait plus risette. À commencer par le patron du Van Damme, Wilfried Meert. Pour lui et son associé

Bob Verbeeck, cette annonce sonne le glas de leurs espoirs de voir le futur stade abriter son épreuve. Depuis, plusieurs scénarios ont circulé, comme celui de la construction d'un stade dédié à l'athlétisme, qui serait financé par les pouvoirs publics. « *Absurde*, dit-on en coulisses. *On ne va pas dépenser de l'argent public pour un stade d'athlétisme pour une compétition par an, alors qu'on refuse d'en investir dans un stade de football qui bénéficiera d'une occupation régulière* ».

Le 31 mars 2014, le conseil communal de Bruxelles vote l'appel à projet pour la construction et l'exploitation d'un stade sur le parking C du Heysel dans le cadre d'un bail emphytéotique. Quatre consortiums répondent à l'appel (lire ci-dessous). Le Français Eiffage, a, de-

puis, renoncé. Le jury, dans lequel la commune de Grimbergen sera représentée, prendra sa décision au début du mois de janvier 2015.

Un « oui » à Bruxelles, vendredi, marquerait une étape cruciale dans le dossier stade. On sait Michel Platini, le président de l'UEFA, favorable à l'idée de voir Bruxelles accueillir le match d'ouverture. C'est aussi le vœu des politiques. « *Avec le match d'ouverture, on ne parle pas encore d'enjeu, mais beaucoup de la Ville où il a lieu* », glissent-ils.

Et accessoirement de vous ? ■

FABRICE VOOGT

## LES ACTEURS DE L'OMBRE

### Le rouge qui était mauve et blanc

Yves Goldstein a déjà fait son trou au sein du PS bruxellois, à seulement 36 ans. Chef de groupe au conseil communal de Schaerbeek, conseiller de Laurette Onkelinx, il est aujourd'hui chef de cabinet de Rudi Vervoort, le ministre-président de la Région bruxelloise, pour qui il mène les négociations dans le dossier du stade bruxellois. Licencié en droit, il est un grand amateur de football et un supporter du Sporting d'Anderlecht.

F.V.

### Le « ministre-président » flamand

Raf Suyf est le chef de cabinet de toujours du Kris Peeters. Sous la législature précédente, la presse néerlandophone l'avait qualifié de « vrai ministre-président de la Région flamande » en lieu et place de Kris Peeters. Irréprochable sur les dossiers, dont celui du stade, il est aussi un négociateur de talent, ce qui lui vaut d'être actuellement mêlé aux discussions pour la formation de la suédoise.

F.V.

### Le futur patron du Sporting ?

Alexandre Van Damme est un homme discret – on le voit peu dans les réceptions d'après-match – mais on le présente comme le successeur de Roger Vanden Stock à la tête du RSCA. Son arrivée au Conseil d'administration, conjuguée au passage du club en SA (et non plus

en ASBL), laisserait augurer de nouvelles ambitions pour le club. On estime la fortune de ce « topman » d'InBev à 1,6 milliard d'euros. Elle s'est construite sur la bière : son grand-père est à l'origine du développement de la brasserie Piedboeuf.

F.V.

## Suède L'exemple phare des super stades est un échec financier

### STOCKHOLM

DE NOTRE CORRESPONDANTE

Tout avait pourtant bien commencé. Pour le premier match de l'équipe de Suède sur la pelouse de la Friends Arena à Solna, dans la banlieue de Stockholm, le 14 novembre 2012, Zlatan Ibrahimovic sort le grand jeu. 4-2 au score final devant l'équipe d'Angleterre et un but retourné, qui restera dans les annales. Oubliées les affaires de corruption et l'explosion du coût de la construction (3 milliards de couronnes, soit 325 millions d'euros au lieu des 200 millions prévus).

Deux ans plus tard, cependant, le bilan est plus que mitigé. L'enceinte multifonctions, à toit rétractable, qui peut accueillir jusqu'à 50.000 spectateurs, a du mal à faire le plein. Les matchs de l'équipe AIK attirent en moyenne 16.000 personnes. Les joueurs se plaignent de la qualité de la pelouse, qu'il a déjà fallu changer plusieurs fois. Les artistes ne se bousculent pas non plus. Résultat : une perte de 21 millions d'euros en 2013. Et au moins autant cette année.

Les amateurs de foot font la

grise mine. Car la Friends Arena est née d'un partenariat public-privé entre cinq actionnaires : la commune de Solna, qui détient 16,7 % des parts et compte sur un retour d'investissements grâce à la construction du quartier Arenastaden autour du stade ; le promoteur immobilier Fabège (22,8 %) et le groupe de BTP Peab (17,2 %), qui sont impliqués dans plusieurs projets immobiliers autour ; le gestionnaire public d'infrastructures ferroviaires Jernhusen (10 %), propriétaire des terrains. Mais aussi la Fédération suédoise de football (SvFF), qui avec 33,3 % des parts, est le principal actionnaire.

Or « si les quatre autres profitent du développement du quartier Arenastaden, la SvFF est la seule à n'avoir des intérêts que dans le projet le plus risqué », constate le professeur d'économie Håkan Thorsell. L'addition est salée : 21 millions d'euros jusqu'à présent, pour la SvFF, selon Dan Persson, chroniqueur du site Idrottensaffär et spécialiste du sujet. Il est très critique. « Aucune étude ne montre que le projet allait être

rentable ». La SvFF, dit-il, n'avait rien à gagner : « Son ancien président rêvait d'accueillir l'Euro en 2020. On voit aujourd'hui où cela nous a menés. »

Au printemps dernier, Lagardère Stadium Solutions, filiale du groupe Lagardère Unlimited, a annoncé le rachat de la société en charge de l'exploitation du stade. Les actionnaires ne seront donc plus responsables que de la gestion des bâtiments. Aucune information n'a filtré encore sur les termes financiers de l'accord. Mais Dan Persson croit savoir que le loyer versé par Lagardère ne devrait pas excéder « 5,4 à 6,4 millions d'euros », bien au-dessous donc des coûts liés à l'entretien du stade et au remboursement de l'emprunt.

Thomas Perslund, patron de la Friends Arena, reconnaît que la gestion au quotidien n'est pas évidente, avec « deux entreprises cotées en bourse, l'Etat, une collectivité locale et une association, qui ont des intérêts différents ». La municipalité de Solna ne cache pas qu'elle aimerait passer la main. Mais pour le moment, les candidats au rachat ne se bousculent pas. ■

ANNE-FRANCOISE HIVERT

**BAM - Ghelamco**

Tous les amateurs de ballon rond connaissent la Ghelamco Arena à Gand (20.000 places), inauguré en 2013. Le projet a été mené par le développeur immobilier Ghelamco (Ypres), la société de Paul Gheysens. Pour tenter d'emporter le marché du stade, Ghelamco (55 millions de chiffres d'affaires l'an dernier) s'est associée avec un mastodonte du secteur : le groupe néerlandais Royal Bam, qui a construit des dizaines de stades à travers le monde, dont l'ArenA d'Amsterdam (51.000 places). Le groupe Royal BAM, qui possède des filiales belges, a les reins solides : son chiffre d'affaires était de 7 milliards en 2013.

X. A.

**Besix**

Le groupe belge de construction et de développement immobilier Besix dirigé par Johan Beerlandt a construit le stade King Abdullah Sport City en Arabie Saoudite (55.000 places), a agrandi le stade Khalifa au Qatar et réalisera l'extension du stade d'Anderlecht. Besix est devenu l'un des principaux groupes de construction au monde (18.000 employés). Son chiffre d'affaires était de 2,3 milliards en 2013 (+8 % par rapport à 2012). Ses perspectives pour 2014 sont plus qu'encourageantes : son carnet de commandes pesait 2,7 milliards fin 2013. Besix est déjà actif sur le site du Heysel, ayant emporté le marché de construction de Néo 1, avec Unibail-Rodamco et CFE.

X. A.

**Denys - FCC  
Construction -  
Macquarie**

Ce consortium est le moins connu du grand public. Le groupe de construction Denys, basé à Wondelgem, est spécialisé dans les opérations de génie civil. Il s'attèle actuellement à la rénovation du musée royal de l'Afrique centrale à Tervuren et vient de terminer la construction de la prison de Haren. Il développe 60 % de ses activités à l'étranger, surtout au Moyen-Orient. Avec ses 1.100 employés, il a engrangé un chiffre d'affaires de 222 millions en 2012.

X.A.

# Le paysage sportif bruxellois en serait transformé

C'est peu comme un grand jeu de domino, une pièce bouge et tout bascule. Au centre du plateau (du Heysel), le Roi Baudouin, point de départ de la partie. La Ville, dans le cadre de son ambitieux projet Neo, souhaite le voir tomber au profit de logements. Sous peine de voir s'effondrer son propre puzzle urbanistique.

De son côté, Alain Courtois (lire par ailleurs) aujourd'hui rejoint par la Région, le fédéral et l'Union belge, s'est donné pour mission d'« offrir » à la Belgique un tout nouveau stade national, à deux pas du Heysel, sur le parking C. Un gros bébé de béton de 63.000 places que les matchs de nos Diables rouges, aussi populaires soient-ils, ne parviendront pas à rentabiliser. Un appel a donc été lancé au Sporting d'Anderlecht, à l'étroit dans ses infrastructures du Parc Astrid (stade Constant Vanden Stock).

Nous y reviendrons après un retour à la case départ, celle du Roi Baudouin et plus précisément de sa piste d'athlétisme qui vibre une fois par an au rythme du Mémorial Van Damme. Qui, si le projet de nouveau stade devait aboutir, se retrouverait sans couloirs fixes, aucune piste d'athlétisme ne figurant sur les plans. C'est que cela éloigne le public de la pelouse et mange de la place pour les gradins. Bref, ça casse l'ambiance. Et au passage le moral de l'organisateur du meeting, le bouillant Wilfried Meert qui veut pourtant encore croire en la rénovation du Baudouin. Sur l'air du « tant que rien n'est signé, le sort de sa grand-messe n'est pas dit ». Il parle de sa piste comme d'un joyau sans équivalent, hormis à Pékin, dans le monde. « *C'est ce que disent tous les athlètes et ce que confirment les chronos* », argue-t-il. Méthode Coué ? Allez savoir parce qu'à Bruxelles, ce ne serait pas le premier projet à se prendre le pied dans le tapis des procédures de permis. Reste que, loin d'être un idiot, Wilfried Meert a déjà posé ses baskets sur la carte des 19 communes. Juste au cas où. Pour un constat : il n'existerait

pas 36.000 lieux à Bruxelles susceptibles d'accueillir son événement. En fait, il n'y en aurait qu'un, à... Anderlecht, au stade Jesse Owens, dans la vallée de Neerpeede.

## Chassé-croisé

En résumé : le Sporting d'Anderlecht ferait donc ses valises pour le Heysel que quitterait le Van Damme afin de s'installer à Anderlecht. Vous suivez ? Tant mieux car ce n'est pas fini. Le Jesse Owens en relais du Van Damme ? Jamais ! s'insurge l'échevin de l'Urbanisme anderlechtois, Gaëtan Van Goidsenhoven (MR) qui rappelle que le site est en zone verte. Pas question d'y voir débouler 35.000 spectateurs, construction de parking et gradins à la clé, au risque de foutre en l'air le seul poumon encore vert de l'Ouest de la capitale. Anderlecht, dit-il, n'a pas/plus vocation à recueillir tous les projets dont les autres, lire la Ville, ne veulent plus.

Ville qui pourrait en outre, rappelons-le et revenons-y, transformer le RSCA en Sporting de Bruxelles en l'attirant sur son territoire. On l'a dit, les Mauve et blanc ont depuis des lustres de sérieuses visées expansionnistes et seraient donc partants pour les 63.000 places et autres business seats à gogo de l'Eurostadion. Malins, ils n'ont pas pour autant abandonné l'idée de faire agrandir le Constant Vanden Stock. Une première fois recalé par la commune, début 2013, le projet prévoyant de passer de 21.500 à 30.300 places, a depuis été revu et corrigé. Et il vivote aujourd'hui en attente d'un avis des pompiers que le RSCA ne serait pas pressé d'obtenir, histoire de jouer sur les deux tableaux. « *Ils ont mis le pied sur le frein* », nous dit un proche du dossier. En attendant, du côté de la commune on réfléchit aussi au réaménagement du site en cas de départ du Sporting. Sans vouloir en dire plus actuellement. Allez, on ose : et si on en faisait une piste d'athlétisme ? ■

PATRICE LEPRINCE